Le Défendeur fait différentes exceptions et entr'autres une exception péremptoire de compensation et paiement et allègue qu'il a obtenu un jugement pour £2000 conjointement avec M. Derbshire contre une société d'ouvriers en verre dont le Demandeur faisait partie. Le Demandeur répondit en droit " que le Défendeur ne pouvait compenser la créance personnelle du Demandeur et de ses Cédants par la créance qu'il pourrait individuellement avoir contre une société dont le Demandeur ou ses Cédants auraient fait partie, que le Défendeur ne peut en droit compenser la créance personnelle du Demandeur et de ses Cédants par la créance conjointe et solidaire qu'il peut avoir en commun avec Derbshire contre une société dont le Demandeur aurait fait partie."

Doutre, Daoust et Prairie au soutien de la réponse en droit ont cité: *Troplong Société, Vol. 1, Nos. 58 et 79. Toullier, Vol. 7, Nos. 378 et 452. Duvergier, Vol. 5, p. 493 et les deux suivantes. Dalloz, Vol. 1, Verbo Compensation No. 76.*

T. S. Judah, contra.

Day, J. Une dette due par plusieurs personnes sous les circonstances de cette action ne peut être offerte en compensation.

Exception de Compensation deboutée.

No. 1874.

Laurier v. la Corporation du Petit Séminaire de Ste. Thérèse.

Juge, que les mots " dépens de l'action " n'expriment pas les frais de l'action telle qu'introduite " amount demanded " mais seulement les frais du montant recouvré " amount recovered."

Cette cause était portée pour le recouvrement des honoraires du Demandeur comme médecin pour avoir soigné feu le Révérend Messire Ducharme le fondateur de cet établissement, durant sa dernière maladie, pour une période de temps considérable. La Défenderesse n'offrit que vingt-cinq livres, courant, et prétendait que les services du Demandeur ne valaient pas davantage. Le Demandeur réclamait cinquante-cinq livres, deux chelins, six deniers cours actuel. La contestation fut référée à des médecins, dont un de la ville de Montréal et deux de la campagne, pour arbitrer sur le *quantum*. Par leur rapport ils ont condamné la Défenderesse à payer quarante livres courant, déclarant en même temps que le Demandeur avait eu raison de présenter un compte pour le montant entier de sa réclamation; et ils ont suggéré à la cour que la Défenderesse devait supporter tous les frais.

Le jugement de la cour a homologué ce rapport avec les dépenses de l'action.

Plus tard sur motion de la Défenderesse il fut décidé que les frais devaient être taxés comme dans une action de quarante livres courant